

CONTRE LES VIOLENCES ET LES RÉGRESSIONS SOCIALES, SEULE LA LUTTE PAIE !

Les violences sexistes et sexuelles sont quotidiennes, au travail comme à la maison, dans la rue comme dans nos cercles sociaux. Les chiffres sont accablants : une femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son conjoint ; toutes les sept minutes, une femme est violée, les violences homophobes et transphobes ont augmenté de 30% et de 54% en 2017. Comme cela avait déjà été le cas en 2013 avec la loi sur le « mariage pour tous », cette « montée de la haine » correspond aujourd'hui avec le projet ouvrant l'accès à la PMA pour toutes les femmes. L'absence de ripostes suffisamment importantes sur ces sujets a laissé la place aux réactionnaires de tous poils dont les idées sont largement diffusées.

Nous sommes dans la même logique lorsque le président du Syndicat des gynécologues et obstétriciens de France, qualifie l'IVG d'homicide ou que le pape déclare qu'avoir recours à l'avortement c'est comme « avoir recours à un tueur à gages ». Il est vrai qu'il n'était pas à son coup d'essai puisqu'il avait déjà déclaré qu'il recommandait la psychiatrie pour l'homosexualité décelée à l'enfance...

Si les mouvements #BalanceTonPorc et #MeeToo, ont permis de libérer toutes les paroles, mais surtout de provoquer des prises de conscience salvatrices, il faut maintenant s'attaquer aux causes de ces violences. Identifier ces causes, du moins une partie d'entre elles, c'est déjà les combattre.

Nous vivons dans une société régie par les normes patriarcales et hétérosexuelles.

Dans ce système de domination masculine et hétérosexuelle, les femmes sont assignées dès l'enfance à des rôles et sont pensées comme les attributs des hommes (épouses, mères de famille, exerçant un emploi la journée et s'occupant du foyer le soir). Les personnes homosexuelles et transgenres sont vues comme une insulte à la norme masculine. Il est difficile de s'émanciper des schémas ancrés profondément dans la société. Il faut donc dénoncer ce système où les violences subies infusent partout, et de façon encore plus forte quand on est femme, précaire, lesbienne, personne transgenre, considérée comme « étrangère »...

Nous ne pouvons pas laisser faire. Poursuivons le combat et rejoignons la marche du 24 novembre au Peyrou à 14h à l'initiative du mouvement Nous Toutes. Contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, luttons !

Nous vous invitons à rejoindre notre cortège unitaire : rendez-vous devant la statue de Louis XIV.

Signataires : Alternative Libertaire 34, Attac Montpellier, Centre Démocratique Kurde de Montpellier, Coordination des Groupes Anarchistes 34, Ensemble ! 34, La Collective 34, Nouveau Parti Anticapitaliste 34, Sud Éducation 34

Le racisme est un autre système de domination qui imprègne notre société. Les lois restreignant le droit d'asile et empêchant la libre circulation ne font qu'aggraver les violences en fragilisant et affaiblissant toujours plus celles et ceux qui ne sont déjà pas en situation de se défendre.

Le sort réservé aujourd'hui aux personnes migrantes est une expression emblématique du racisme même si elle loin d'être la seule. Lorsqu'on ne laisse pas mourir les gens sur le trajet de l'exil dans une totale indifférence, on ferme les yeux sur les tortures, l'enfermement ou l'esclavage qu'ils et elles subissent. On laisse des personnes, gays, lesbiennes, transgenres être expulsées dans des pays qui les condamne parfois à mort. Les femmes migrantes subissent de plein fouet les lois sur l'immigration, conditionnant la régularité de leur séjour à un statut de femme mariée à un français, de mère d'enfant français, ou de travailleuses dans des emplois mal payés et peu valorisants.

Partout dans le monde, aux États-Unis, au Brésil, aux Philippines, en Hongrie etc., les politiques anti-sociales, discriminantes, xénophobes et racistes, portent au pouvoir la réaction et l'extrême droite.

Nous vivons dans une société capitaliste où les lois contre les travailleurs et les travailleuses s'accumulent, et où les riches se remplissent toujours plus les poches : destruction des droits, diminution des retraites, augmentation de la durée de travail, privatisation des services de santé pour ne citer que quelques exemples (loi travail, loi Macron, et nouveau projet de réforme des retraites à venir...). Ces attaques ont des répercussions importantes dans la vie d'une large majorité d'entre nous, mais touchent encore davantage les femmes, qui occupent la majeure partie des emplois précaires, et dont les salaires sont toujours très inférieurs à ceux des hommes. En rendant économiquement vulnérables les personnes les plus discriminées, l'État les soumet toujours plus aux pressions et aux violences, que ce soit sur le lieu de travail ou dans la sphère conjugale et familiale.

